

**Accord collectif de branche**

**TÉLÉDIFFUSION**  
**Salariés employés sous contrat**  
**à durée déterminée d'usage**  
**(22 décembre 2006)**

(Etendu par arrêté du 5 juin 2007)

**AVENANT N° 3 DU 30 NOVEMBRE 2007**  
**RELATIF AUX MODALITÉS PARTICULIÈRES D'APPLICATION**  
**DANS LES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER**

NOR : ASET0850558M

**Article unique**

Il est ajouté une annexe IV *bis* à l'accord collectif national du 22 décembre 2006, branche de la télédiffusion, salariés employés sous contrat à durée déterminée d'usage, ainsi rédigée et prenant effet au 1<sup>er</sup> décembre 2007.

Fait à Paris, le 30 novembre 2007.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisations patronales :**

SEPP ;  
STP ;  
ACCES ;  
TLSP.

**Syndicats de salariés :**

Fédération de la communication CFTC ;  
USNA CFTC ;  
Fédération Médias 2000 CFE-CGC ;  
CGT-FO.

## ANNEXE IV *bis*

### **Modalités particulières d'application dans les départements d'outre-mer**

#### PRÉAMBULE

Les parties sont convenues de préciser à la présente annexe les modalités particulières d'application dans les départements d'outre-mer – Guadeloupe, Guyane, Martinique et Réunion – de l'accord collectif national, branche télédiffusion, pour les salariés engagés sous contrat à durée déterminée d'usage, eu égard à la nécessaire prise en compte à cet effet de leurs caractéristiques et contraintes particulières, telles que reconnues et consacrées par l'article 299, paragraphe 2, du traité d'Amsterdam de l'Union européenne du 2 octobre 1997 leur ayant conféré le statut de régions ultrapériphériques, en raison de leur situation socio-économique difficile qu'aggrave leur très grand éloignement géographique, leur isolement et l'exiguïté de leurs marchés locaux, tout en réaffirmant l'objectif commun d'une meilleure gestion du recours au contrat à durée déterminée d'usage par application pleine et entière à terme dans les départements considérés de l'accord précité.

Ainsi :

L'accord collectif national, branche télédiffusion, pour les salariés engagés sous contrat à durée déterminée d'usage, ainsi que les barèmes qu'il énonce prennent effet au 1<sup>er</sup> décembre 2007 dans les départements d'outre-mer ; toutefois, pour les fonctions énumérées ci-après, les barèmes minima applicables à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007 s'établissent comme indiqué ci-dessous, les barèmes minima généraux, tels que fixés aux annexes I et II de l'accord, leur étant applicables à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2011.

Dans l'intervalle entre ces deux dates, les salaires minima des fonctions listées à la présente annexe seront revalorisés automatiquement à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2008 et au 1<sup>er</sup> juillet de chaque exercice suivant à raison de 1/4 de l'écart existant entre ces deux barèmes, sous réserve de dispositions plus favorables résultant d'accords collectifs d'entreprise.

#### *Salaires minima au 1<sup>er</sup> décembre 2007*

*(En euros.)*

FONCTION	NIVEAU	M1	M2
Liste 1 ( <i>pour 8 heures</i> )			
1. Adjoint au producteur artistique	V	96,66	101,50
2. Producteur artistique	VIII	153,00	153,00

FONCTION	NIVEAU	M1	M2
3. Programmateur artistique	III	80,00	84,00
4. Animateur	VI	110,00	115,50
5. Présentateur	V	96,66	101,50
6. Annonceur	II	73,33	77,00
7. Assistant de production	II	73,33	77,00
8. Collaborateur spécialisé d'émission	III	80,00	84,00
9. Intervenant spécialisé	V	96,66	101,50
10. Téléphoniste d'émission	II	73,33	77,00
11. Intervenant d'émission	I	68,00	71,40
Liste 2 (pour 4 heures)			
12. Chroniqueur	Liste 2	48,30	48,30
13. Participant	Liste 2	31,66	31,66
Liste 2 (service 3 heures)			
14. Musicien	Liste 2	70,00 (émission directe ou publique) 60,00 (répétition) (enregistrement d'émission différée)	70,00 (émission directe ou publique) 60,00 (répétition) (enregistrement d'émission différée)